

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 29 août au 04 septembre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Première présentation du rapport de Gouvernance par AMLO

Le Président AMLO a présenté son premier rapport de Gouvernance (« *Informe de Gobierno* ») le 1^{er} septembre dernier. Il a rappelé que ses priorités étaient la lutte contre l'insécurité, l'impunité et la corruption. Sur le premier point, le Président a reconnu que les résultats jusqu'à aujourd'hui étaient mauvais, et que ce point serait le principal défi du Gouvernement.

Le Président a dédié une partie significative de son discours à l'économie :

- Tout en reconnaissant que la croissance était faible, le Président AMLO a indiqué qu'il n'y avait pas de récession, et que la distribution des revenus était bien meilleure aujourd'hui.
- Les 4 priorités économiques seront l'« économie populaire », le développement régional, le développement des relations avec le secteur privé et la dynamisation du commerce extérieur.
- Le Président a tendu la main au secteur privé et a notamment remercié Carlos Slim, Carlos Salazar et Antonio del Valle, figures importantes du secteur privé mexicain, pour la résolution du conflit concernant les gazoducs.

AMLO a mis en avant les résultats de la politique d'austérité qu'il mène depuis son arrivée au pouvoir : 7,2 Mds USD (145,6 Mds MXN) d'économies ont été réalisées sur les 9 premiers mois de l'année c'est-à-dire 73 % de son objectif de 10 Mds USD (200 Mds MXN) pour l'année. Selon le Président, 86 % des économies viennent de réductions/annulations d'achats publics, tant pour les entreprises publiques PEMEX et de CFE que pour les organismes de santé et de sécurité sociale (IMSS et l'ISSSTE). Le reste provient de l'annulation d'assurances privées aux hauts-fonctionnaires (10 %) et 5 % en économies d'échelle grâce à la centralisation des achats publics. Il convient néanmoins de noter qu'une partie de ces économies est liée à un sous-exercice budgétaire.

Relations États-Unis/Mexique

Les échanges commerciaux entre Mexique et États-Unis ont atteint 361 Mds USD entre janvier et juillet (+2,7 % g.a.). Le Mexique consolide ainsi son rang de principal partenaire des États-Unis, dont il représente 15 % du commerce extérieur. De janvier à juillet, le Mexique a en effet enregistré des chiffres historiques d'exportations et un excédent commercial sans précédent avec son voisin, pour 209 Mds USD (+6,3 % g.a.) et 58 Mds USD (+36% g.a.) respectivement.

Le département étatsunien du Commerce (DOC) a confirmé une conclusion préliminaire qui accuse les exportateurs mexicains d'acier de construction de *dumping* pouvant atteindre 31 %. Le DOC a recommandé d'imposer des droits de douanes équivalents sur l'importation de ce produit. La décision définitive du DOC est attendue le 23 janvier prochain. Sur les six sociétés mexicaines pour lesquelles les autorités étasuniennes ont enquêté, une seule n'effectuait pas de *dumping*; quatre autres réalisaient un *dumping* de 30,6 %; et une autre de 10,6 %.

Économie

Le consensus de croissance pour 2019 continue de baisser: il passe de 0,79 % en juillet à 0,50 % en août, selon l'enquête de Banxico réalisée auprès des économistes des principales institutions financières mexicaines. Le pronostic baisse également pour 2020 : passant de 1,47 % à 1,39 %. Les prévisions d'inflation se rapprochent de la cible de la Banque centrale (3,31 % vs. 3,62 % précédemment – cible à 4 % ± 1 %). Les économistes prévoient en revanche une dépréciation plus forte : 19,91 MXN/USD fin 2019 (vs. 19,69 MXN/USD prévus en juillet) et 20,38 MXN/USD fin 2020.

La confiance des consommateurs croît de 0,3 point g.m. en août, après 5 mois de baisse pour atteindre 43,4 points (+0,7 points g.a.).

Les transferts de fonds des migrants (*remesas*) battent un nouveau record en juillet : ils ont atteint 3,27 Mds USD sur le mois (+14,4 % g.a.) et 20,5 Mds USD sur la période allant de janvier à juillet. Le nombre de transactions atteint également un record (9,6 M). La croissance des *remesas* est toutefois en décélération : au mois de juillet, les *remesas* accumulées sur un an ont atteint un taux de croissance de +7,4 % g.a, soit le taux le plus faible de ces 4 dernières

années pour un mois de juillet. Les *remesas* continuent de bénéficier d'une conjoncture favorable et notamment d'un dynamisme de l'emploi aux États-Unis.

Durant les huit premiers mois du mandat du Président López Obrador, le pays a perdu 73 000 emplois formels, un chiffre jamais atteint depuis le début de mandat de V. Fox (2000 – 2006), marqué par la crise internet (2000-01). Les 306 000 emplois créés sur les sept premiers mois de l'année 2019 n'ont pas permis de rattraper la baisse de 379 000 emplois en décembre 2018. Le salaire minimum a quant à lui augmenté de 16 % g.a sur le premier semestre 2019.

Le Sud¹ du pays a généré 8 fois plus d'emplois formels que le Nord² sur le S1 2019, générant plus de 650 000 emplois formels, tandis que le Nord, traditionnellement plus dynamique et représentant ¼ du PIB national, n'a généré que 80 000 emplois. Selon ManpowerGroup, la forte génération d'emplois formels est la conséquence d'investissements importants dans le Sud, notamment d'une forte croissance des IDE (15 fois plus en g.a. qu'au S1 2018, selon le Ministère de l'Economie). Le Sud est également au centre de la politique de développement énergétique et sociale du Président. En parallèle, l'activité économique ralentit dans le Nord du pays.

Une initiative visant à sanctionner les infractions fiscales – notamment la fourniture/utilisation de fausses factures – comme des actes de crime organisé devrait être présentée au Congrès. Cette proposition de loi concernerait les montants importants de fraude (*a priori* à partir de 8 M MXN – 405 000 USD) et, si elle était approuvée, pourrait donner lieu à de la détention préventive. Si le secteur privé a émis des réserves concernant cette initiative (que la Coparmex qualifie notamment « d'outil de terrorisme fiscal »), le Gouvernement défend sa proposition et souhaite amplifier son arsenal de sanctions – jusque-là limité – pour lutter contre les cas les plus graves d'évasion fiscale.

L'agence de notation Moody's a baissé sa prévision de croissance pour le Mexique en 2019 à 0,5 % (vs. 1,2 % précédemment). Le crédit à la consommation et le financement des microentreprises et PME seront les segments les plus touchés par ce ralentissement économique. **L'agence a, par ailleurs, annoncé la baisse des perspectives de la notation du système bancaire mexicain, qui passe de « stable » à « négative »**, invoquant le ralentissement du financement bancaire des entreprises en 2019. Moody's note une sortie de capitaux (investissements de portefeuille et IDE) et souligne que les niveaux de confiance des consommateurs n'ont pas suffi à relancer la consommation. À moyen terme, la baisse de croissance étatsunienne, jugée très probable en 2020, devrait également affecter le Mexique.

PEMEX est jugé par Moody's comme étant le principal risque budgétaire du pays. L'entreprise a besoin, selon Moody's, de plus d'appui public pour remplir ses engagements financiers, et pour investir un montant permettant un maintien de la production à long-terme. Une baisse de la note créditrice de PEMEX pourrait avoir lieu s'il y a une augmentation de la dette ou/et si les résultats opérationnels sont plus mauvais que prévus.

Finances publiques

Selon le Ministre des Finances, le projet de loi de Finance présenté le 8 septembre sera « extrêmement responsable » et respectera un excédent primaire permettant une stabilisation de la dette publique.

Le Ministère des Finances a refinancé les titres de dette arrivant à échéance en 2019, 2020 et 2021, via le premier swap croisé (échange de titres) de dette publique de l'histoire du pays. L'opération a eu lieu en deux temps : (1) un rachat de titres en MXN pour 3,6 Mds USD (70,35 Mds MXN) à échéance entre 2019 et 2021 au taux de marché (2) une enchère de titres en MXN pour 3,4 Mds USD (67,68 Mds MXN) à échéance entre 2022 et 2050 au taux de marché – la demande a atteint 5,33 Mds USD. L'opération permet au Ministère des Finances de lisser les échéances de dette en MXN sans avoir à s'endetter d'avantage et d'offrir une gamme plus vaste de titres de dette publique sur le marché local.

Les travaux publics ont connu une baisse de 19,3 % g.a. sur la S1, selon les chiffres de la Chambre Mexicaine de l'Industrie de la Construction (CMIC). 4,8 Mds USD (94,45 Mds MXN) de travaux publics ont été réalisés sur la période. Le rapport met en avant l'absence de déboursement des fonds sur les chantiers initiés par les autorités, l'annulation de certains projets et l'absence de clarté concernant la politique économique.

Le sous-exercice atteint 10 Mds USD (197,8 Mds MXN) sur les 7 premiers mois de l'année, malgré les efforts mis en avant par le Ministre des Finances pour accélérer l'exercice des dépenses. Les dépenses publiques ont ainsi atteint 672 Mds USD: 1,5% inférieures aux dépenses prévues sur la période et 3 % inférieures à la même période en 2018.

Les recettes publiques ont baissé de 2,7 % g.a. en termes réels entre janvier et juillet : -18,2 % pour les recettes pétrolières (16 % du total) et +0,9 % pour les recettes non-pétrolières (+2,6 % pour les recettes fiscales). La conjoncture

¹ Chiapas, Veracruz, Guerrero, Puebla, Oaxaca, Quintana Roo, Campeche, Yucatán et Tabasco.

² Basse Californie, Sonora, Chihuahua, Coahuila, Nuevo León et Tamaulipas.

défavorable commence à peser sur la collecte fiscale : l'impôt sur le revenu des personnes physiques et morales (ISR) n'a pas augmenté en termes réels en g.a. sur le 7 premiers mois de l'année : sur le mois de juillet, les recettes fiscales liées à l'ISR chutent de 10,1 % g.a. réels, alors que les chiffres montraient une croissance pour cet impôt entre janvier et juin.

Au cours de la première année de Gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador, les ressources allouées au service de la dette seront supérieures aux dépenses d'investissement. Selon l'annexe statistique du Premier rapport de Gouvernance, 38 Mds USD (749 Mds MXN) seront affectés au service de la dette, tandis que 36 Mds USD (176 Mds MXN) seront consacrés aux dépenses d'investissement. C'est la première fois depuis 2001 que le service de la dette représente une dépense publique plus importante que les investissements.

Le budget affecté aux retraites augmentera d'environ 10 % en 2020, atteignant 54 Mds USD, selon les déclarations du responsable de l'unité chargée des assurances et des pensions au Ministère des Finances. Le paiement des pensions représente 17,3 % des dépenses gouvernementales en 2019 soit approximativement le montant récolté grâce à la TVA.

Entreprises et grands contrats

Selon Moody's, les incertitudes liées au changement de politique énergétique du Gouvernement menacent les principaux projets d'énergies renouvelables du pays. Malgré l'accord obtenu récemment par la commission Fédérale d'Electricité (CFE) avec les principales entreprises privées sur la réouverture des gazoducs dans le pays, l'absence de clarté concernant les plans d'investissements du Gouvernement renforce la méfiance des acteurs privés. Pour rappel, la loi pour la transition énergétique dispose que 35 % des énergies produites par le pays doivent provenir de sources renouvelables pour 2024.

Le Groupe Carso, entreprise de Carlos Slim, a perdu 1,5 Mds USD (28,7 Mds MXN) de valeur sur les huit premiers mois de l'année 2019. L'annulation du nouvel aéroport et la modification de quatre contrats par le Gouvernement ont entraîné une perte de 6 Mds USD pour l'entreprise du milliardaire mexicain.

Le dictionnaire Larousse représente 50% des ventes annuelles du groupe Editorial Patria, ce qui en a fait la publication principale de la société au Mexique. La société estime par ailleurs qu'elle vend 7 dictionnaires sur 10 dans le pays. Pour rappel, Grupo Editorial Patria est le produit d'une opération menée en 2007, lorsque le français Hachette Livre a racheté la société par l'intermédiaire de sa filiale espagnole Anaya.

L'entreprise française Malteurop s'installe au Mexique avec la construction d'une malterie d'une capacité annuelle de 120 000 t. L'usine, située à Meoqui dans l'Etat de Chihuahua sera opérationnelle fin 2021. Malteurop nouera des partenariats avec les agriculteurs locaux, en les accompagnant dans la production d'orge de brasserie. Le marché de la bière au Mexique est très dynamique avec une production de 120 millions d'hectolitres en 2018 dont deux tiers destinés à la consommation locale et un tiers destiné à l'exportation.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 04/09/2019
Bourse (IPC)	+3,38%	-13,19%	42 324 points
Taux de change USD/Peso	-1,94%	+1,44%	19,72 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-2,33%	-3,46%	21,76 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+3,31%	-21,09%	51,75 USD

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Le Ministère des Finances envisage de présenter un nouveau projet de loi prévoyant le placement de 4,5 Mds USD en obligations en dette extérieure l'année prochaine. Le montant demandé correspond aux ressources manquantes pour atteindre les 6 Mds USD initialement demandés cette année devant le Congrès mais dont seulement 1,5 Md USD ont été autorisés.

Le niveau de confiance actuel des consommateurs (28,5/100) est, avec celui de novembre 2018, le plus faible enregistré depuis les 17 années de l'enquête. L'indice a diminué de six points entre février et août, sous l'effet du ralentissement économique et de l'incertitude provoquée par la réforme fiscale comprenant notamment l'entrée en vigueur de la TVA en juillet dernier.

Dans son projet de budget 2020 présenté le 30 août, le Ministère des Finances prévoit un budget de 18,3 Mds USD, en baisse de 4,3 % par rapport au budget 2019. La Ministre des Finances a néanmoins souligné l'augmentation de 16,1 % des dépenses en investissement prévue dans le budget 2020.

Selon la Ministre des Finances, le Gouvernement doit considérer la mise en place de mesures structurelles afin de stabiliser la dette avant 2023. Selon les projections du Ministère, la dette devrait croître, passant de 59% en 2019, à 65% en 2020 et devrait atteindre 71% en 2023, pour ensuite diminuer. 38% du budget 2020 devrait être dédié au service de la dette.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Le Sous-Secrétaire aux affaires étrangères du Royaume-Uni, Simon McDonald, s'est rendu fin août à Guatemala, en vue d'appuyer la ratification par le Congrès du nouvel accord entre le R-U et les pays d'Amérique centrale. Ce dernier, en prévision du Brexit, avait été signé par l'ensemble des parties concernées le 18 juillet dernier. Ce nouvel accord serait identique à l'accord actuel existant entre l'UE et l'Amérique centrale en vigueur, dans son volet commercial, depuis 2013. Les échanges commerciaux entre le R-U et les pays d'Amérique centrale se sont élevés à 1,3 Md USD en 2018.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

La Banque centrale du Honduras a annoncé une croissance économique (IMAE) de seulement +2,5% au 1^{er} semestre 2019 contre +3,4% lors de la même période 2018 et +3,7% sur l'ensemble de 2018. La prévision de croissance du PIB pour 2019 s'établit toujours de +3% à +3,4%. Ce ralentissement de l'activité est principalement imputable à la contraction des secteurs manufacturier et agricole dans un environnement de fortes tensions sociales dans le pays.

La dette extérieure (publique et privée) atteint 9 Mds USD fin juin 2019, en hausse de 16,2 M USD par rapport à décembre 2018. 81,2 % de cette dette correspond à la dette du secteur public (en baisse de 0,6 % sur la période) tandis que 18,8 % correspond à la dette du secteur privé.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le Ministère des Finances et du Crédit Public affirme que le PIB ne se contractera que de 2 % en 2019 et sera atone en 2020, bien loin des estimations d'acteurs internationaux. Le FMI et le *think tank* « Funides » (Fundación Nicaragüense para el Desarrollo Económico y Social) prévoient respectivement : -5 % et entre -5,4 % et -6,8 % pour 2019. Les autorités gouvernementales ont renchéri en déclarant que cette dernière redeviendra positive à partir de 2021 et jusqu'en 2025, autour de +2 % à +3,5 %.

Sur le premier semestre 2019, les exportations ont atteint 443 M USD, soit 20 % de plus qu'entre janvier et juin 2018. Cette hausse s'explique en partie par l'augmentation des exportations de bananes et d'acier et le début des exportations de concentré de cuivre issues de la Mine Cobre Panama. Une très grande partie de ces exportations se fait à destination de la Chine, qui devrait, à court terme, devenir le premier pays de destination des exportations panaméennes, devant les Pays-Bas.

Le Ministère de l'Économie et des Finances a annoncé des recettes publiques de 3,8 Mds USD à fin 2019, soit 22% de moins que ce qui avait été budgétisée par le dernier gouvernement.

Le CEO du groupe Millicon, maison mère du puissant groupe de Télécoms Tigo au Guatemala, a annoncé un investissement de 500 M USD au Salvador sur 5 ans. Ce dernier portera sur la construction d'un centre de données dans la zone franche d'Olocuilta (département de La Paz), la modernisation du réseau fixe, le développement du réseau mobile pour la 4G, ainsi qu'un centre de services régional.

Cuba bénéficiera d'un accord entre le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM) et les Emirats Arabes Unis : Le PAM et l'Ambassade des Emirats Arabes Unis ont signé, le 30 août à La Havane, un accord permettant d'aider le Gouvernement cubain dans ses travaux de reconstruction dans les arrondissements de La Havane touchés par le passage d'une tornade en janvier 2019. L'accord prévoit l'apport, par les Emirats Arabes Unis, de plus de 272 000 USD destinés à l'achat d'un nouveau déchargeur de navires céréaliers pour remplacer l'ancien équipement. Cette initiative devrait se répercuter positivement la production de farine de blé, bénéficiant à plus de 2 millions de personnes dans l'ouest et dans le centre de Cuba.

Nouvelles actions en justice en vertu du Titre III de la Loi Helms Burton : cinq nouvelles plaintes ont été déposées le 27 août aux États-Unis contre les compagnies de croisières Royal Caribbean, Norwegian Cruise et MSC Cruises. Les poursuites ont été engagées par Mickael Behn et Javier Garcia qui avaient également attaqué en justice la société Carnival, en mai dernier, pour avoir « trafiqué » avec les terminaux portuaires de La Havane et de Santiago de Cuba. Ces dernières réclamations font suite au rejet d'un juge fédéral de la procédure d'appel d'irrecevabilité engagée par Carnival Cruise suite à la plainte déposée à son encontre.

La croissance économique en Haïti a été revue à la baisse pour 2019 par la CEPAL, à 0,9 %. La principale raison évoquée est le ralentissement de l'économie mondiale.

Les subventions au carburant coûteraient 66 M USD (7 Mds HTG) par mois, selon les déclarations d'un membre du Gouvernement. Il a ajouté qu'Haïti était le pays des Caraïbes où le carburant était le moins cher à la pompe. Il n'a pas évoqué de projet de réforme de ces subventions. Pour mémoire, les tentatives de suppression ou de baisse de cette subvention ont provoqué des émeutes massives et la chute du Gouvernement en 2018.

L'inflation restera faible, entre 2% et 3 % d'ici à fin 2020, selon le rapport trimestriel de la Banque centrale. L'activité économique réelle a progressé au cours du T2 2019, mais à un rythme moins rapide qu'au T1. Les données préliminaires concernant la balance des paiements pour le T1 2019 reflètent un déficit courant de 88 M USD (0,6 % du PIB) représentant une détérioration de 8,5 M USD par rapport au T1 2018.

La Banque centrale a de nouveau abaissé son taux directeur le 2 septembre, de 25 pdb à 4,50 % : il s'agit de la 3^{ème} baisse consécutive. La baisse intervient dans un contexte où les risques à la baisse sur l'inflation se renforcent. Pour mémoire, l'inflation atteignait 1,4 % en juillet, soit hors de l'intervalle cible de la Banque centrale (4 % ± 1 %).

La libération pour 670 M USD de dépôts obligatoires de la Banque centrale, permise par cette dernière pour relancer l'inflation via le crédit à certains secteurs stratégique, porte ses fruits : 332 M USD (soit 50% du montant) ont été canalisés vers l'économie dominicaine. Plus de 5 000 bénéficiaires ont reçu un crédit issu de cette libération de dépôts, dont 40 % pour la construction et l'acquisition de logements. La Banque centrale indique que ces mesures ont également permis de contrer le ralentissement économique à l'œuvre.

Malgré la décélération économique, les entreprises manufacturières déclarent à 31,3 % que leur production a crû sur le T2 2019 (+7,8 pdp g.t.), à l'instar de leurs ventes (31,7 % ; + 4,3 pdp g.t.). Elles sont 34,8 % à estimer que la situation économique s'est améliorée sur le trimestre. Seules 11 % estiment qu'elle s'est détériorée.

Les revenus fiscaux ont atteint 7,6 Mds USD entre janvier et juillet 2019, +10,1 % g.a. alors que la croissance a atteint +4,7 % g.a. sur la même période. Les recettes fiscales domestiques (73 % du total) ont crû de 10,5 %, les recettes fiscales issues d'activités douanières (20 % du total) ont crû moins rapidement, à 6,3 % g.a.

Le secteur des assurances dominicain a crû de 18,8 % g.a. sur la période allant de janvier et juillet 2019. Les primes nettes reçues par le secteur ont atteint 660 M USD. Les assurances santé ont crû de 36,6 % g.a, et représentent désormais 25,5 % du total des primes. Les assurances-vie ont quant à elles crû de 23,5 %.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.